



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 26/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAPETERIES PALM

AV DE MONSEIGNEUR ROMERO
37160 Descartes

Références : VAT20250045
Code AIOT : 0010000663

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2024 dans l'établissement PAPETERIES PALM implanté AV DE MONSEIGNEUR ROMERO 37160 Descartes. L'inspection a été annoncée le 04/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPETERIES PALM
- AV DE MONSEIGNEUR ROMERO 37160 Descartes
- Code AIOT : 0010000663
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PAPETERIES PALM sur la commune de Descartes exploite une unité de fabrication de papier.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Plan méthodologique de surveillance : Equipement de mesure	Règlement européen du 19/12/2018, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan de Surveillance : Règles générales	Règlement européen du 19/12/2018, article 14	Sans objet
2	Surveillance des émissions des installations fixes : dispositions générales	Règlement européen du 19/12/2018, article 19	Sans objet
3	Surveillance des émissions des installations fixes : dispositions générales	Règlement européen du 19/12/2018, article 21	Sans objet
4	Méthode fondée sur le calcul: généralités	Règlement européen du 19/12/2018, article 24	Sans objet
5	Surveillance des émissions des installations : niveau de méthode	Règlement européen du 19/12/2018, article 26	Sans objet
6	Méthode fondée sur le calcul: Données d'activité	Règlement européen du 19/12/2018, article 27	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Recours au laboratoires	Règlement européen du 19/12/2018, article 34	Sans objet
8	Plan méthodologique de surveillance : Généralités	Règlement européen du 19/12/2018, article 9	Sans objet
9	Plan méthodologique de surveillance : Système de contrôle	Règlement européen du 19/12/2018, article 11	Sans objet
11	Plan méthodologique de surveillance : quantités exactes de produit	Règlement européen du 19/12/2018, article Annexe VII	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de Surveillance : Règles générales

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Modification du plan de surveillance
Prescription contrôlée : <p>1. Chaque exploitant ou exploitant d'aéronef vérifie régulièrement que le plan de surveillance est adapté à la nature et au fonctionnement de l'installation ou de l'activité aérienne conformément à l'article 7 de la directive 2003/87/CE, et étudie la nécessité d'une amélioration de la méthode de surveillance.</p> <p>2. L'exploitant ou l'exploitant d'aéronef modifie le plan de surveillance au moins dans les cas suivants:</p> <p>a) lorsque de nouvelles émissions se produisent, parce que de nouvelles activités sont menées ou parce que de nouveaux combustibles ou de nouvelles matières sont utilisés, dont le plan de surveillance ne fait pas encore état ;</p> <p>b) lors d'un changement dans la disponibilité des données, du fait de l'utilisation de nouveaux types d'instruments de mesure ou de nouvelles méthodes d'échantillonnage ou d'analyse, ou pour d'autres raisons, qui se traduit par une plus grande précision dans la détermination des émissions ;</p>

- c) lorsque les données obtenues par la méthode de surveillance précédemment appliquée se sont révélées incorrectes ;
- d) lorsque la modification du plan de surveillance améliore la précision des données déclarées, sauf si cela n'est pas techniquement réalisable ou entraînerait des coûts excessifs ;
- e) lorsque le plan de surveillance ne répond pas aux exigences du présent règlement et que l'autorité compétente invite l'exploitant ou l'exploitant d'aéronef à le modifier ;
- f) lorsqu'il est nécessaire de donner suite aux suggestions d'amélioration du plan de surveillance contenues dans le rapport de vérification.

Constats :

Le 26/06/2024, l'exploitant a fourni à l'inspection des installation classées une nouvelle version de son Plan De Surveillance suite à une demande réalisée lors de la campagne d'émission précédente.

Lors de l'inspection du 12/09/2024, les points a) à f) ont été abordés avec l'exploitant et aucune de ces situations ne s'est présentée depuis le 26/06/2024, le plan de surveillance n'a pas nécessité de nouvelle mise à jour.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance des émissions des installations fixes : dispositions générales

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 19

Thème(s) : Risques chroniques, Catégorisation des installations, des flux et des sources d'émission

Prescription contrôlée :

[..].

3. L'exploitant classe chaque flux dans l'une des catégories ci-après en comparant le flux à la somme de toutes les valeurs absolues de CO₂ fossile et de CO₂(e) correspondant à l'ensemble des flux pris en considération par les méthodes fondées sur le calcul et de toutes les émissions provenant des sources surveillées à l'aide de méthodes fondées sur la mesure, avant déduction du CO₂ transféré :

- a) «flux mineurs», lorsque les flux sélectionnés par l'exploitant représentent ensemble moins de 5 000 tonnes de CO₂ fossile par an ou moins de 10 %, jusqu'à une contribution totale maximale de 100 000 tonnes de CO₂ fossile par an, la quantité la plus élevée en valeur absolue étant retenue.
- b) «flux de-minimis», lorsque les flux sélectionnés par l'exploitant représentent ensemble moins de 1 000 tonnes de CO₂ fossile par an ou moins de 2 %, jusqu'à une contribution totale maximale de 20 000 tonnes de CO₂ fossile par an, la quantité la plus élevée en valeur absolue étant retenue.
- c) «flux majeurs», lorsque les flux n'entrent ni dans la catégorie visée au point a) ni dans celle visée au point b). [...]

4. L'exploitant classe chaque source d'émission pour laquelle une méthode fondée sur la mesure s'applique dans une des catégories suivantes:

- a) «sources d'émission mineures», lorsque la source d'émission émet moins de 5 000 tonnes de CO₂(e) fossile par an ou moins de 10 % des émissions fossiles totales de l'installation, jusqu'à une contribution totale maximale de 100 000 tonnes de CO₂(e) fossile par an, la quantité la plus

<p>élevée en valeur absolue étant retenue.</p> <p>b) «sources d'émission majeures», lorsque la source d'émission n'entre pas dans la catégorie des sources d'émission mineures.</p> <p>Par dérogation à l'article 14, paragraphe 2, l'autorité compétente peut autoriser l'exploitant à ne pas modifier le plan de surveillance lorsque, sur la base des émissions vérifiées, le seuil visé au premier alinéa pour la classification d'une source d'émission en tant que source d'émission mineure a été dépassé, mais que l'exploitant prouve de manière concluante que ce seuil n'a pas déjà été dépassé au cours des cinq dernières périodes de déclaration et qu'il ne sera plus dépassé à compter de la période de déclaration suivante. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les données suivantes ont été déclarées par l'exploitant :</p> <p>Flux 1 - Gaz Naturel Estimation des émissions : 3 980,22tCO₂/an Flux mineur</p> <p>Flux 2 - Fioul domestique Estimation des émissions : 2tCO₂/an Flux de minimis</p> <p>Flux 3 - Biogaz Estimation des émissions : 0tCO₂/an Flux de minimis</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Surveillance des émissions des installations fixes : dispositions générales

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 21</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Choix de la demande de surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Aux fins de la surveillance des émissions d'une installation, l'exploitant choisit d'appliquer une méthode fondée sur le calcul ou une méthode fondée sur la mesure, sous réserve des dispositions spécifiques du présent règlement.</p> <p>La méthode fondée sur le calcul consiste à déterminer les émissions des différents flux à partir des données d'activité obtenues au moyen de systèmes de mesure et de paramètres complémentaires issus d'analyses de laboratoire, ou de valeurs par défaut. La méthode fondée sur le calcul peut être mise en oeuvre conformément à la méthode standard définie à l'article 24 ou à la méthode du bilan massique définie à l'article 25.</p> <p>La méthode fondée sur la mesure consiste à déterminer les émissions des différentes sources par une mesure continue de la concentration des gaz à effet de serre concernés dans les effluents gazeux ainsi que du débit de ces effluents, et par une surveillance des transferts de CO₂ entre les installations dans lesquelles sont mesurés la concentration de CO₂ et le débit du gaz transféré.</p>

Si l'exploitant applique la méthode fondée sur le calcul, il indique dans le plan de surveillance, pour chaque flux, s'il s'agit de la méthode standard ou de la méthode du bilan massique et précise les niveaux applicables conformément à l'annexe II. [...]
<p>Constats :</p> <p>Pour les trois flux de l'installation, l'exploitant prévoit :</p> <p>Flux 1 - Gaz naturel : méthode fondée sur le calcul mis en œuvre conformément à la méthode standard définie à l'article 24, paragraphe 1.</p> <p>Flux 2 - Fioul léger : méthode fondée sur le calcul mis en œuvre conformément à la méthode standard définie à l'article 24, paragraphe 1.</p> <p>Flux 3 - Biogaz : méthode fondée sur le calcul mis en œuvre conformément à la méthode standard définie à l'article 24, paragraphe 1.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Méthode fondée sur le calcul: généralités

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Calcul des émissions par la méthode standard
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Dans la méthode standard, l'exploitant calcule les émissions de combustion, pour chaque flux, en multipliant les données d'activité liées à la quantité de combustible consommée, exprimées en térajoules sur la base du pouvoir calorifique inférieur (PCI), par le facteur d'émission correspondant, exprimé en tonnes de CO₂ par térajoule (t CO₂/TJ), en accord avec l'utilisation du PCI, et par le facteur d'oxydation correspondant.</p> <p>Pour les combustibles, l'autorité compétente peut autoriser l'utilisation de facteurs d'émission exprimés en t CO₂/t ou en t CO₂/Nm³. [...]</p> <p>2. L'exploitant détermine les émissions de procédé, pour chaque flux, en multipliant les données d'activité liées à la consommation de matière, au débit ou au rendement, exprimées en tonnes ou en normomètres cubes, par le facteur d'émission correspondant exprimé en t CO₂/t ou en t CO₂/Nm³ et par le facteur de conversion correspondant. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour les 3 flux de l'installation, le calcul des émissions est effectué par la méthode standard fondée sur le calcul.</p> <p>Flux 1 - Gaz naturel</p> <p>La formule utilisée est la suivante :</p> $Em = V_{N-Step,corr} \times PCS_{44725} \times FE_{44725} \times FO$ <p>Avec :</p>

- Em = Emissions (tCO_2),
- $V_{N-Step,corr}$ = Données d'activité (Nm^3/h)
- PCS_{44725} = Pouvoir Calorifique Supérieur pour le compteur GRTgaz ($kWh PCS/NM^3/h$)
- FE_{44725} = Facteur d'Emission pour le compteur GRTgaz ($t_{CO2}/kWh PCS$)
- FO = Facteur d'Oxydation

Les Données d'Activité du gaz naturel utilisées par la chaudière WANSON STEP, sont estimées par un mesurage en continu à partir du compteur général GRTgaz n°44725 (utilisé pour la chaudière STEIN DBI et la chaudière WANSON STEP) auquel l'exploitant associe un facteur de correction. Les Facteurs d'Emissions (FE) sont calculés à l'aide de chromatographes en phase gazeuse exploités par GRTgaz (détermination quotidienne des caractéristiques du gaz naturel). Le Pouvoir Calorifique Inférieur (PCI) est remplacé par le Pouvoir Calorifique Supérieur (PCS) mais l'exploitant précise que cette simplification n'a pas d'impact sur la détermination des émissions au regard du Facteur d'Emission (FE) et de son unité. Les PCS sont ainsi également calculés à l'aide de chromatographes en phase gazeuse exploités par GRTgaz. Le FO correspond à la valeur de la base OMINEA.

Flux 2 - Fioul léger

La formule utilisée est la suivante :

$$Em = DA_{fioul} \times FE \times FO$$

Avec :

- Em = Emissions (tCO_2),
- DA = Données d'activité (m^3)
- FE = Facteur d'Emission (t_{CO2}/m^3)
- FO = Facteur d'Oxydation

Pour le calcul des Données d'Activité de ce flux, l'exploitant précise que la quantité de fioul consommée ne répond pas au niveau de méthode requis (flux de minimis). Les DA sont déterminées en suivant les approvisionnements des groupes motopompes qui ont lieu au cours de l'année. La différence entre la quantité de stock au début et à la fin de l'année est ensuite convertie en tonnes en suivant les valeurs de la base omineea. Les valeurs du FE sont issues de la base OMINEA, et celle du FO correspondent au niveau minimum indiqué à l'annexe V.

Flux 3 - Biogaz

La formule de calcul est la suivante :

$$Em = V_{N-biogazStep} \times PCI \times FE \times FO_{biogaz} \times (1-F_B)$$

Avec :

- Em = Emissions (tCO_2),
- $V_{N-biogazStep}$ = Données d'activité (Nm^3)
- PCI = Pouvoir Calorifique Inférieur du biogaz (GJ/NM^3)
- FE = Facteur d'Emission préliminaire du biogaz (t_{CO2}/GJ)
- FO = Facteur d'Oxydation
- F_B : Fraction issue de la biomasse

Le biogaz exploité par la chaudière WANSON STEP provient de la station d'épuration du site. Le calcul des DA se fait par le biais d'un mesurage en continu des Nm^3 consommés par heure. Semestriellement, une analyse du biogaz permet de déterminer le PCS et le PCI. Le FE correspond à la valeur de la base OMINEA pour le biogaz et le FO au niveau minimum indiqué à l'annexe V.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance des émissions des installations : niveau de méthode

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 26

Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux applicable

Prescription contrôlée :

1. Lorsqu'il définit les niveaux applicables pour les flux majeurs et mineurs conformément à l'article 21, paragraphe 1, pour déterminer les données d'activité et chaque facteur de calcul, l'exploitant indique les niveaux suivants :

a) au minimum, les niveaux indiqués à l'annexe V dans le cas d'une installation de catégorie A, ou lorsqu'un facteur de calcul est requis pour un flux qui correspond à un combustible marchand ordinaire;

b) le niveau le plus élevé défini à l'annexe II dans les cas autres que ceux visés au point a).

[...]

2. Pour les flux mineurs, l'exploitant peut appliquer un niveau immédiatement inférieur aux niveaux prescrits au premier alinéa - le niveau 1 étant un minimum - s'il démontre de manière concluante à l'autorité compétente que le niveau prescrit au premier alinéa du paragraphe 1 n'est pas techniquement réalisable ou entraînerait des coûts excessifs.

3. Dans le cas des flux de minimis, l'exploitant peut déterminer les données d'activité et chaque facteur de calcul en utilisant des estimations prudentes au lieu de recourir aux niveaux, à moins qu'il soit possible d'appliquer un niveau donné sans effort supplémentaire.

4. Pour le facteur d'oxydation et le facteur de conversion, l'exploitant applique, au minimum, les niveaux les plus bas indiqués à l'annexe II.

[...]

Constats :

L'exploitation est une installation de catégorie A (émissions annuelles moyennes <50 000tCO₂(eq)), à faible émissions (émissions annuelles moyennes < 25 000tCO₂(eq) (Article 47)).

Flux 1 - Gaz Naturel, flux mineur

Niveau requis pour les données d'activité : 2 (L'incertitude ne doit pas dépasser 5%)

Niveau utilisé pour les données : 2,

Incertitude constatée : 5%.

Niveau requis Pouvoir calorifique inférieur (PCI) : 2a/2b,

Niveau appliqué : 3 Analyses de laboratoire.

Niveau requis Facteur d'émission préliminaire : 2a/2b,

Niveau appliqué : 3 Analyses de laboratoire.

Niveau requis facteur d'oxydation : 1,

Niveau appliqué : 1 minimum indiqué à l'annexe V.

Flux 2 - Fioul léger, flux de minimis

Niveau requis pour les données d'activité : 2 (L'incertitude ne doit pas dépasser 5%),

Niveau utilisé : L'exploitant précise qu'aucun niveau n'est appliqué car il s'agit d'un flux de minimis. L'exploitant précise qu'il ne peut pas appliquer un niveau sans effort supplémentaire, et qu'il fait le choix de déterminer ces données d'activité en utilisant des estimations prudentes.

Niveau requis Pouvoir calorifique inférieur (PCI) : 2a/2b,

Niveau appliqué : 2a Valeurs par défaut de type II.

Niveau requis Facteur d'émission préliminaire : 2a/2b,

Niveau appliqué : 2a Valeurs par défaut de type II.

Niveau requis facteur d'oxydation : 1,

Niveau appliqué : 1 Valeur par défaut de type II.

Flux 3 - Biogaz

Niveau requis pour les données d'activité : 2 (L'incertitude ne doit pas dépasser 5%),

Niveau utilisé : Aucun niveau appliqué. L'exploitant précise que le flux est un flux de minimis et qu'il n'est pas en capacité d'appliquer un niveau plus fort sans effort supplémentaire.

Niveau requis Pouvoir calorifique inférieur (PCI) : 2a/2b,

Niveau appliqué : 3 Analyses de laboratoire.

Niveau requis Facteur d'émission préliminaire : 2a/2b,

Niveau appliqué : 2a Valeurs par défaut de type II

Le 21 mars 2023, il a été demandé à l'exploitant de modifier son PDS car il était indiqué un niveau appliqué de 2a et 3 dans l'AER (fichier de déclaration des émissions), la modification a bien été effectuée dans le nouveau PDS déposé le 26 juin 2024.

Niveau requis facteur d'oxydation : 1,

Niveau appliqué : 1 Valeur par défaut de type II.

Niveau requis fraction issue de la biomasse : 1,

Niveau appliqué : 2, Fraction issus de la biomasse de type II.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Méthode fondée sur le calcul: Données d'activité

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 27

Thème(s) : Risques chroniques, Détermination des données d'activité

Prescription contrôlée :

1. L'exploitant détermine les données d'activité d'un flux de l'une des deux façons suivantes :

a) par mesurage en continu au niveau du procédé responsable des émissions;

b) par cumul des mesures des quantités livrées séparément, compte tenu des variations des

stocks.

2. Aux fins du paragraphe 1, point b), la quantité de combustible ou de matière transformée au cours de la période de déclaration est calculée en déduisant de la quantité de combustible ou de matière reçue au cours de la période de déclaration la quantité de combustible ou de matière sortie de l'installation, et en y ajoutant la quantité de combustible ou de matière en stock au début de la période de déclaration, moins la quantité de combustible ou de matière en stock à la fin de la période de déclaration.

S'il n'est pas techniquement réalisable de déterminer les quantités en stock par une mesure directe, ou si cela entraînerait des coûts excessifs, l'exploitant peut estimer ces quantités de l'une des deux façons suivantes :

a) en se fondant sur les données des années précédentes, corrélées avec la production obtenue pendant la période de déclaration;

b) en se fondant sur les procédures consignées par écrit et sur les données correspondantes figurant dans les états financiers vérifiés couvrant la période de déclaration.

Lorsqu'il n'est pas techniquement réalisable de déterminer les données d'activité pour une période couvrant exactement une année civile, ou si cela entraînerait des coûts excessifs, l'exploitant peut choisir le jour le plus approprié pour séparer une année de déclaration de l'année de déclaration suivante et reconstituer ainsi l'année civile en question. Les écarts éventuels concernant un ou plusieurs flux sont clairement consignés; ils constituent la base d'une valeur représentative de l'année civile et sont pris en compte de manière cohérente pour l'année suivante.

Constats :

L'exploitant détermine les données d'activité de ses flux de la manière suivante :

Flux 1 (Gaz naturel, mineur) : Détermination des données d'activité par mesurage en continu au niveau du procédé responsable des émissions (a). L'exploitant précise que la quantité de gaz naturel utilisé par la chaudière WANSON STEP est calculée à partir d'un compteur GRTgaz commun à la chaudière STEIN (utilisée pour la co-génération) et que les données sont corrigées à l'aide d'un facteur de rapprochement.

Flux 2 (Fioul léger, de minimis) et 3 (Biogaz, de minimis) : L'exploitant précise à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement qu'il n'est pas techniquement réalisable de réaliser une mesure en continu pour déterminer ses données d'activité et qu'il effectue un calcul à partir d'estimations prudentes. Ainsi, pour le flux 2 il détermine les données d'activité par un cumul des mesures des quantités livrées séparément, compte-tenu des variations des stocks (b). De façon hebdomadaire (lors des essais), il comptabilise la quantité de fioul consommée en suivant les quantités approvisionnées dans la pompe. Pour le flux 3, le calcul des DA se fait par le biais d'un mesurage en continu des Nm3 consommés par heure.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Recours au laboratoires

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 34
Thème(s) : Risques chroniques, Norme ISO/IEC 17025
Prescription contrôlée : <p>1. L'exploitant veille à ce que les laboratoires auxquels il est fait appel pour réaliser les analyses en vue de la détermination des facteurs de calcul soient accrédités conformément à la norme EN ISO/IEC 17025 pour les méthodes d'analyse en question.</p> <p>2. Il ne peut être fait appel à des laboratoires non accrédités conformément à la norme EN ISO/IEC 17025 pour la détermination des facteurs de calcul que si l'exploitant peut prouver de manière concluante à l'autorité compétente qu'il n'est pas techniquement possible de faire appel aux laboratoires visés au paragraphe 1, ou que cela entraînerait des coûts excessifs, et que les laboratoires non accrédités répondent à des exigences équivalentes à celles définies dans la norme EN ISO/IEC 17025.</p> <p>3. L'autorité compétente considère qu'un laboratoire répond à des exigences équivalentes à celles définies dans la norme EN ISO/IEC 17025, au sens du paragraphe 2, lorsque l'exploitant fournit, dans la mesure du possible sous une forme et avec un niveau de détail semblables à ceux requis pour les procédures prescrites à l'article 12, paragraphe 2, les preuves requises conformément au deuxième et au troisième alinéa du présent paragraphe.</p> <p>En ce qui concerne la gestion de la qualité, l'exploitant produit une certification accréditée du laboratoire conformément à la norme EN ISO/IEC 9001 ou à d'autres systèmes certifiés de gestion de la qualité qui couvrent le laboratoire. En l'absence de tels systèmes certifiés de gestion de la qualité, l'exploitant fournit d'autres éléments appropriés prouvant que le laboratoire est capable de gérer de façon fiable son personnel, ses procédures, ses documents et ses tâches</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>L'exploitant fait appel à deux laboratoires pour les analyses relatives aux facteurs de calcul :</p> <ul style="list-style-type: none">• Quad-Lab pour les PCS/PCI, qui est accrédité EN ISO/IEC 17025 pour l'analyse réalisée.• GRTgaz pour les PCI/PCS/FE, qui n'est pas accrédité EN ISO/IEC 17025. Le Guide opérationnel GRTgaz et Terega à destination des consommateurs de gaz naturel raccordés à un réseau de transport de gaz naturel ou "exploitants" au sens du règlement (UE) n°2018/2066 modifié par le n°2020/2085, période 2021-2030, fourni par l'exploitant précise que les GRT "effectuent des analyses, correspondant au niveau 3, et conformément aux articles 32 à 35 du règlement 2018/2066". Les chromatographes utilisés par les GRT sont conformes aux exigences de la métrologie légale et sont raccordés aux références nationales par des gaz étalons établis par un laboratoire certifié selon la norme NF EN ISO 17025. <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Plan méthodologique de surveillance : Généralités

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Modification du PMS

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>3. L'exploitant notifie toute modification prévue du plan méthodologique de surveillance à l'autorité compétente dans les meilleurs délais. Cependant, un État membre peut autoriser un exploitant à lui notifier, au plus tard le 31 décembre de la même année ou à une autre date fixée par lui, les modifications du plan méthodologique de surveillance qui ne sont pas importantes au sens du paragraphe 5.</p> <p>4. Toute modification importante, au sens du paragraphe 5, du plan méthodologique de surveillance est soumise à l'approbation de l'autorité compétente. Si l'autorité compétente estime qu'une modification que l'exploitant lui a notifiée comme étant importante ne l'est pas, il en informe l'exploitant. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la dernière campagne de déclaration des niveaux d'activité, la version du Plan méthodologique de surveillance déposé par l'exploitant est la version F en date du 01/12/2022. Cette version a fait l'objet d'une validation par l'autorité compétente le 22/12/2022.</p> <p>L'exploitant précise à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement que des modifications du schéma de procédé et des pièces de procédures vont être intégrées dans les déclarations 2025 et qu'un nouveau PMS sera déposé en conséquence. Ces modifications n'auront pas d'impact sur les méthodes de calcul.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Plan méthodologique de surveillance : Système de contrôle

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, évaluation des risques d'erreur</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. L'exploitant recense les sources des risques d'erreur dans le flux de données, depuis les données primaires jusqu'aux données finales de la déclaration relative aux données de référence, et établit, consigne, met en œuvre et tient à jour un système de contrôle efficace pour faire en sorte que les rapports résultant des activités de gestion du flux de données ne contiennent pas d'inexactitudes et soient conformes au plan méthodologique de surveillance et au présent règlement.</p> <p>Sur demande, l'exploitant met à la disposition de l'autorité compétente l'évaluation des risques effectuée conformément au premier alinéa. Il met aussi à disposition l'évaluation des risques aux fins de sa vérification.</p> <p>2. Aux fins du paragraphe 1, premier alinéa, l'exploitant établit, consigne, met en œuvre et tient à jour des procédures écrites concernant les activités de gestion du flux de données et les activités de contrôle, et fait référence à ces procédures dans le plan méthodologique de surveillance</p>

conformément à l'article 8, paragraphe 3.

3. Les activités de contrôle visées au paragraphe 2 incluent, selon le cas:

- a) l'assurance de la qualité de l'équipement de mesure concerné;
 - b) l'assurance de la qualité des systèmes informatiques garantissant que les systèmes concernés sont conçus, décrits, testés, mis en œuvre, contrôlés et entretenus de manière à garantir un traitement fiable, précis et en temps utile des données en fonction des risques recensés conformément au paragraphe 1;
 - c) la séparation des fonctions parmi les activités de gestion du flux de données et les activités de contrôle, ainsi que la gestion des compétences nécessaires;
 - d) les analyses internes et la validation des données;
- [...]

Constats :

Il a été porté à l'attention de l'exploitant dans le rapport de vérification réalisé par l'APAVE le 16/01/2024 qu'en application de l'article 11 du FAR et de son annexe IV, il devait présenter une analyse de risque sur les données primaires pour le calcul des niveaux d'activité du site.

Lors de l'inspection du 12/09/2024, l'exploitant a présenté le document suivant à l'inspection :

- Papeterie Palm, Plan méthodologique de surveillance - Procédure relative au système de contrôle des données SEQE, 01/12/2022, 16p.
 - Papeterie Palm, Plan méthodologique de surveillance - Procédure relative aux activités de gestion du flux de données, 01/12/2022, 13p.
1. La procédure relative au système de contrôle des données SEQE présente bien pour chaque flux de données, une liste des sources des risques d'erreur accompagnée d'une évaluation de la probabilité, de l'impact, du risque inhérent et de l'activité de contrôle associée. Les flux concernés sont les suivants : Les trois types de flux de combustibles entrants (gaz naturel, fioul domestique et biogaz), les flux de chaleur mesurables, les deux référentiels produits "testliner" et papier pour cannelure et pâte à partir de papier recyclé, et le référentiel de combustible.
 2. La procédure relative aux activités de gestion du flux de données présente correctement les étapes de traitement des données en détaillant la répartition des tâches par acteur, leur temporalité, les données à collecter et les sources.
 3. a) La qualité des équipements de mesure est présentée dans la procédure de surveillance, mesurage et analyse et le document PS2-SE.004 qui permet d'assurer le suivi des vérifications des équipements de surveillance et de mesure du SM2E. Ces deux documents n'ont pas été présentés à l'inspection des installations classées, néanmoins, la liste des instruments de mesure utilisés afin de collecter les données primaires ou les données du système de contrôle et leur procédure de vérification sont présentées page 13 de la procédure relative au système de contrôle des données SEQE.
 - b) L'exploitant précise que la qualité des systèmes informatiques est géré et entretenu en interne par le groupe Palm, les principaux outils utilisés étant sous Windows, SAPet TIETO (pour les ERP).
 - c) La séparation des fonctions entre la collecte de données et leur contrôle apparaît dans la procédure relative aux activités de gestion du flux de données et est complétée dans celle relative au système de contrôle des données SEQE.
 - d) Les analyses internes et la validation des données sont bien détaillées dans la procédure relative au système de contrôle des données SEQE, elle prévoit un contrôle quotidien de l'exhaustivité des données, une comparaison des données aux valeurs de référence et une comparaison aux données brutes/facturées.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Plan méthodologique de surveillance : Equipement de mesure

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 11

Thème(s) : Risques chroniques, Etalonnage

Prescription contrôlée :

[...]

4. Aux fins du paragraphe 3, point a), l'exploitant s'assure que tout l'équipement de mesure nécessaire est étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers, y compris avant l'utilisation, et contrôlé par rapport à des normes de mesure correspondant aux normes internationales, lorsqu'elles existent, et qu'il est adapté aux risques mis en évidence.

Lorsque des composants des systèmes de mesure ne peuvent pas être étalonnés, l'exploitant désigne ces composants dans le plan méthodologique de surveillance et propose des activités de contrôle de remplacement.

Si l'équipement n'est pas jugé conforme aux exigences requises, l'exploitant prend rapidement les mesures correctives qui s'imposent.

[...]

Constats :

Par sondage, vérification du compteur de la chaudière Stein suite à l'irrégularité non significative relevée dans le rapport de vérification de l'APAVE du 16/01/2024, précisant que ce compteur n'a pas été vérifié en 2023.

Lors de l'inspection du 12/09/2024, l'exploitant précise à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement que le compteur va faire l'objet d'un remplacement dans les prochaines semaines et qu'il n'a pas fait l'objet d'une vérification depuis janvier 2024.

Il convient d'apporter la preuve de ce remplacement ou de la vérification du compteur gaz de cette chaudière afin de respecter les engagements pris dans votre plan méthodologique de surveillance.

Constat : Tout l'équipement de mesure n'est pas étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 11 : Plan méthodologique de surveillance : quantités exactes de produit

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article Annexe VII
Thème(s) : Risques chroniques, Méthode de surveillance des données
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>4.4. Sélection des sources de données aux fins de la quantification des matières et des combustibles Les sources de données génériques suivantes sont utilisées aux fins de la sélection des sources de données disponibles les plus exactes pour déterminer les quantités (exprimées en tonnes ou en Nm3) de matières, de combustibles, de gaz résiduels ou de produits qui entrent dans une installation ou une sous-installation quelconque ou qui en sortent :</p> <p>a) les méthodes prévues dans le plan de surveillance approuvé en vertu du règlement (UE) no 601/2012;</p> <p>b) pour la détermination directe d'un ensemble de données, les valeurs données par des instruments de mesure soumis à un contrôle métrologique légal national ou par des instruments de mesure conformes aux exigences de la directive no 2014/31/UE du Parlement européen et du Conseil (1) ou de la directive no 2014/32/UE du Parlement européen et du Conseil (2);</p> <p>c) pour la détermination directe d'un ensemble de données ne relevant pas du point b), les valeurs données par des instruments de mesure placés sous le contrôle de l'exploitant;</p> <p>d) pour la détermination directe d'un ensemble de données ne relevant pas du point b), les valeurs données par des instruments de mesure non placés sous le contrôle de l'exploitant;</p> <p>e) pour la détermination indirecte d'un ensemble de données, les valeurs données par des instruments de mesure, à condition qu'une corrélation appropriée entre la mesure effectuée et l'ensemble de données en question soit établie conformément à la section 3.4;</p> <p>f) d'autres méthodes, en particulier pour les données historiques ou lorsque aucune autre source de données disponible ne peut être recensée par l'exploitant.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été rappelé à l'exploitant que le niveau de méthode renseigné dans le plan méthodologique de surveillance pour la donnée humidité du produit pâte à papier n'est pas la bonne. Le niveau de méthode annoncé est un niveau 4.6.c alors que le niveau appliqué est un 4.6.e.</p> <p>Dès lors, la demande de dérogation qui ne justifie pas les niveaux non atteignables du 4.6.d et 4.6.c. doit être mise à jour en adéquation avec les modifications du PMS.</p> <p>L'exploitant a précisé à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement que les modifications seraient effectuées dans la prochaine mise à jour de leur plan méthodologique de surveillance.</p> <p>Le 20/11/2024, l'exploitant a déposé sur la plateforme Démarches Simplifiées une mise à jour de son plan méthodologique de surveillance et de ses demandes de dérogation associées.</p>

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite